**2018 – SUJET D’ÉCO/DROIT Centres de l’étranger – Partie Économie**

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe :

1. Rappelez la notion de déficit public et commentez son évolution.
2. Présentez la répartition et le rôle des dépenses publiques au sein de l'économie française.
3. Expliquez les raisons avancées par l'État pour réduire les dépenses publiques dans le cadre de la loi de finances 2018.
4. Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante :

**La baisse des dépenses publiques permet-elle de relancer la croissance économique ?**

**Annexes :**

• Annexe 1 : L'évolution du déficit public en % du PIB.

• Annexe 2 : Structure des dépenses publiques en 2015 en %.

• Annexe 3 : Présentation du projet de loi de finances 2018.

• Annexe 4 : Faut-il réduire les dépenses publiques ?

• Annexe 5 : Budget 2018 : le retour de la croissance accélère la réduction des déficits.

**ANNEXES**

**Annexe 1 : L'évolution du déficit public en % du PIB.**

**Annexe 2 : Structure des dépenses publiques en 2015 en %.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Structure des dépenses publiques en 2015** | |
|  | Structure des dépenses publiques |
| Protection sociale | 43,1 |
| Santé | 14,3 |
| Services publics généraux | 11,6 |
| Enseignement | 9,6 |
| Autres | 9,6 |
| Affaires économiques | 8,8 |
| Défense | 3,0 |

***Source : lnsee, comptes nationaux - base 201O.***

**Annexe 3 : Présentation du projet de loi de finances 2018**

Le Gouvernement fait le choix d'agir sur la dépense publique : avec plus de 56% de notre richesse nationale, la France a le niveau de dépenses publiques le plus élevé des économies développées, pour des résultats qui ne sont pas toujours à la hauteur des attentes de nos concitoyens :

• En 2017 [...] le Gouvernement a écarté de mobiliser une hausse des impôts et a rapidement déployé un plan de maîtrise de la dépense de grande ampleur, avec plus de 4 milliards d'euros de mesures décidées en juillet. Grâce à ces efforts, le déficit public devrait repasser sous la barre des 3% fin 2017 et permettre à la France de sortir de la procédure pour déficit excessif, nous redonnant de la crédibilité auprès de nos partenaires européens.

• À partir de 2018, le Gouvernement se fixe l'objectif de réduire le niveau de nos dépenses publiques de plus de trois points de PIB à horizon 2022, par la mise en œuvre d'un programme ambitieux de transformation de l'action publique dans un souci d'efficacité et de modernisation.

***Source : Projet de loi de finances, Les moyens de l'action 20 18 , 27 Septembre 2017***

**Annexe 4 : Faut-il réduire les dépenses publiques ?**

On comprend mieux pourquoi réduire la dépense publique a des effets récessifs. Réduire les services publics ? C'est réduire directement le PIB puisque les fonctionnaires y contribuent, et c'est le réduire de surcroît indirectement puisque les fonctionnaires dépensent une bonne part de leur salaire auprès du privé. Réduire les prestations sociales ? C'est réduire massivement une bonne part du revenu des ménages et donc là aussi les achats auprès du privé. La question du montant des dépenses publiques est foncièrement une question de choix sociaux et politiques.

Mais ce n'est tout simplement pas possible : la baisse de la dépense publique entraîne en effet la baisse du PIB, de sorte qu'au final le rapport entre dépense publique et PIB baisse peu ou pas.

***Source : Contre rapport : Faut-il réduire les dépenses publiques ?,***

***C. Ramaux et H. Sterdyniak, Février 2017***

**Annexe 5 : Budget 2018 : le retour de la croissance facilite la réduction des déficits**

L'accélération de la croissance permet au gouvernement français de desserrer l'étau budgétaire avec lequel il vivait depuis l'été. Selon nos informations, la prévision de déficit public a été revue à la baisse à la fois pour 2017 et pour 2018 : il s'établirait à -2,9% du PIB cette année (contre -3% attendu) et -2,6% l'an prochain (contre -2,7% annoncé en juillet), selon des sources concordantes. Le tout avec des économies moindres que prévues, puisque l'objectif a été revu de 20 milliards d'euros à 16 milliards.

Le ministre de !'Économie et des Finances Bruno Le Maire a confirmé ces chiffres ce mardi sur  
France 2 : « C'est un peu mieux que ce que nous avions indiqué en première indication aux parlementaires parce que la croissance est légèrement meilleure ».

Moins de déficit avec moins d'économies [... ] grâce à [... ] l'accélération de l'activité économique et des rentrées fiscales qui vont avec. Ainsi la croissance du PIB devrait s'établir à +1,7% cette année, selon les nouvelles prévisions du gouvernement. [... ] Le montant des économies va donc être revu à la baisse par rapport à la facture initiale de 20 milliards, à 16 milliards selon l'AFP.

Le gouvernement n'a du coup pas besoin de recourir à des coupes dans la fonction publique, alors que les fonctionnaires appellent à la grève le 10 octobre. Gérald Darmanin [ministre de l'Action et des Comptes public] a ainsi annoncé que 1 600 postes d'agents publics seraient supprimés l'an prochain dans la sphère étatique, alors qu'Emmanuel Macron avait annoncé 50 000 postes en moins sur le quinquennat.

***Source : Les Échos.fr. Renaud Honoré. Septembre 2017***